

**COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER**

LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Cabinet de Alice GUILLOUX

**Dossier n° N° RG 20/00830 - N° Portalis DBYB-W-B7E-MWMC
Minute n° : 20/00153**



**ORDONNANCE STATUANT SUR UNE TROISIÈME DEMANDE
DE PROLONGATION D'UNE MESURE DE RETENTION
ADMINISTRATIVE**

Article L.552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 27 Juillet 2020 à 10h25

Nous, Alice GUILLOUX, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assistée de Julie SCHMITT, greffier ;

Vu les articles L.552-1 à L.552-6, et R.552-1 à R.552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté portant obligation de quitter le territoire français avec interdiction de retour d'une durée d'un an émis par le préfet de l'Isère le 26 mai 2020 à l'encontre de **X se disant** [REDACTED] ;

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M.LE PREFET DE L'ISERE** le 26 Mai 2020 à l'encontre de :

M. X se disant [REDACTED]
né le [REDACTED] **(TUNISIE)**
de nationalité Tunisienne

notifiée à l'intéressé le 26 Mai 2020 à 17h00 ;

Vu l'ordonnance rendue le 28 mai 2020 par le juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Nîmes prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une première durée de vingt-huit jours ;

Vu l'ordonnance rendue le 26 juin 2020 par le juge des libertés et la détention du Tribunal judiciaire de Montpellier, prolongeant la rétention administrative de l'intéressé par une deuxième durée de trente jours confirmée par ordonnance de la Cour d'Appel de Montpellier rendue le 29 juin 2020 ;

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 25 Juillet 2020 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 25 Juillet 2020 à 13h57 tendant à la prolongation de la rétention de **M. X se disant** [REDACTED] dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée supplémentaire de **quinze jours** ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émargé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En l'absence de **M. LE PREFET DE L'ISERE** ;

en présence de DRAY Mounia interprète en langue arabe, inscrit sur la liste des experts de la cour d'appel de Montpellier,

M. X se disant [REDACTED] présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Me Leïla ABDOULOUSSEN, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

DÉROULEMENT DES DÉBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

M. X se disant [REDACTED] **déclare** : par rapport aux violences conjugales, je n'ai pas fait de prison, j'ai été relaxé. Je veux être auprès de ma fille, cela fait deux mois que je ne l'ai pas vue. Je voudrais la voir grandir et que personne ne prenne ma place. Je vais prendre un avocat et régulariser ma situation. Sinon je partirai en Espagne. Je ferai mes papiers en Espagne pour pouvoir voir ma fille. S'il vous plaît, je veux être libéré.

L'avocat du retenu est entendu en ses observations sur l'irrecevabilité de la requête et sur le fond au soutien de ses conclusions :

à titre subsidiaire, je vous demande une assignation à résidence chez sa compagne à l'adresse que je vous ai fourni sur l'attestation d'hébergement à Vienne. Il a une vie privée et familiale. Il a des garanties de représentation. Le juge des libertés et de la détention a déjà placé en rétention quelqu'un qui n'a pas de passeport. Dès lors qu'il a des garanties de représentation. Il y a un accord avec la Tunisie. Quand la nationalité tunisienne est établie, ce qui est le cas en espèce, la Tunisie a 5 jours pour délivrer un laissez-passer.

M. X se disant [REDACTED] **déclare** : je souhaiterais que vous me permettiez de sortir de ce centre parce que je veux voir ma fille, aller en Espagne pour pouvoir la voir ensuite.

MOTIFS DE LA DÉCISION

Sur la recevabilité de la requête :

L'avocate de M. X se disant [REDACTED] soutient que la requête en prolongation est arrivée tardivement au greffe du JLD à 17h26.

Cependant, le greffier du JLD qui a reçu la requête a attesté au moyen d'un tampon et de sa signature que la requête lui était parvenue à 13h57, soit avant l'expiration du délai de la rétention qui s'achevait à 17h.

L'avocate de M. X se disant [REDACTED] soutient également qu'il manque des pièces justificatives utiles, à savoir la procédure suivant l'interpellation qui aurait pu apporter des éléments pour la demande d'assignation à résidence et certaines relances du Consulat de Tunisie évoquées par le Préfet dans la saisine.

Cependant, la demande d'assignation à résidence a déjà été rejetée par le juge des libertés et de la détention, décision confirmée par la cour d'appel, au motif que M. X se disant [REDACTED] ne dispose pas de passeport en cours de validité.

A ce jour, M. X se disant [REDACTED] n'a toujours pas remis de passeport en cours de validité. Sa demande d'assignation à résidence n'est donc pas susceptible d'aboutir, quelles que soient les éléments présents dans la procédure suivant l'interpellation.

Par ailleurs, aucune disposition légale ne contraint les services de la préfecture à relancer les autorités consulaires. Les autorités administratives françaises ne disposant d'aucun pouvoir de coercition sur les autorités étrangères souveraines, les relances qui sont adressées ne sont pas des diligences permettant de limiter le temps de rétention mais uniquement des moyens permettant d'obtenir des informations sur la procédure d'identification menée par les autorités étrangères. Ces relances ne peuvent donc pas être considérées comme des pièces justificatives utiles.

Par conséquent, les moyens d'irrecevabilité seront écartés.

Sur le fond :

Selon l'article L552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile :

“Quand un délai de vingt-huit jours s'est écoulé depuis l'expiration du délai de quarante-huit heures mentionné au I de l'article L. 551-1 et en cas d'urgence absolue ou de menace d'une particulière gravité pour l'ordre public, ou lorsque l'impossibilité d'exécuter la mesure d'éloignement résulte de la perte ou de la destruction des documents de voyage de l'intéressé, de la dissimulation par celui-ci de son identité ou de l'obstruction volontaire faite à son éloignement, le juge des libertés et de la détention est à nouveau saisi.

Le juge peut également être saisi lorsque la mesure d'éloignement n'a pu être exécutée en raison du défaut de délivrance des documents de voyage par le consulat dont relève l'intéressé ou de l'absence de moyens de transport. Il peut également être saisi aux mêmes fins lorsque la délivrance des documents de voyage est intervenue trop tardivement pour procéder à l'exécution de la mesure d'éloignement.

Le juge statue par ordonnance dans les conditions prévues aux articles L. 552-1 et L. 552-2. S'il ordonne la prolongation de la rétention, celle-ci court à compter de l'expiration du délai de vingt-huit jours mentionné au premier alinéa du présent article et pour une nouvelle période d'une durée maximale de trente jours.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, si l'étranger a été condamné à une peine d'interdiction du territoire pour des actes de terrorisme prévus par le titre II du livre IV du code pénal ou si une mesure d'expulsion a été prononcée à son encontre pour un comportement lié à des activités à caractère terroriste pénalement constatées, le juge des libertés et de la détention près le tribunal judiciaire de Paris peut, dès lors qu'il existe une perspective raisonnable d'exécution de la mesure d'éloignement et qu'aucune décision d'assignation à résidence ne permettrait un contrôle suffisant de cet étranger, ordonner la prolongation de la rétention pour une durée d'un mois qui peut être renouvelée. La durée maximale de la rétention ne doit pas excéder six mois.

Avant l'expiration de la durée maximale de rétention prévue aux troisième ou quatrième alinéas, le juge compétent peut, à titre exceptionnel, être à nouveau saisi lorsque, dans les quinze derniers jours, l'étranger a fait obstruction à l'exécution d'office de la mesure d'éloignement ou présenté, dans le seul but de faire échec à la mesure d'éloignement, une demande de protection contre l'éloignement au titre du 10° de l'article L. 511-4 ou du 5° de l'article L. 521-3 ou une demande d'asile dans les conditions prévues aux articles L. 551-3 et L. 556-1 ou **lorsque la mesure d'éloignement n'a pu être exécutée en raison du défaut de délivrance des documents de voyage par le consulat dont relève**

l'intéressé et qu'il est établi par l'autorité administrative compétente que cette délivrance doit intervenir à bref délai. L'étranger est maintenu en rétention jusqu'à ce que le juge des libertés et de la détention ait statué. Le juge statue par ordonnance dans les conditions prévues au présent article. S'il ordonne la prolongation de la rétention, la prolongation court à compter de l'expiration de la dernière période de rétention pour une nouvelle période d'une durée maximale de quinze jours. Si l'une des circonstances mentionnées à la première phrase du présent alinéa survient au cours d'une période de prolongation ordonnée en application du présent alinéa, le juge peut être à nouveau saisi dans les mêmes conditions. Toutefois, la rétention ne peut être prolongée plus de deux fois en application du présent alinéa et sa durée maximale ne peut excéder quatre-vingt-dix jours ou, par dérogation, deux cent-dix jours dans le cas prévu au quatrième alinéa.

L'article L.552-6 est applicable."

En l'espèce, M. X se disant [REDACTED] est placé en rétention administrative depuis le 26 mai 2020.

Une première prolongation a été autorisée par le juge des libertés et de la détention le 28 mai 2020.

Une seconde prolongation a été autorisée par le juge des libertés et de la détention le 26 juin 2020, décision confirmée par la cour d'appel le 29 juin 2020.

Une troisième prolongation de la rétention pour 15 jours est sollicitée par le Préfet.

L'autorité administrative demeure en attente de la réponse des autorités tunisiennes concernant l'identification de l'intéressé.

L'autorité administrative justifie des diligences réalisées en vue de mettre à exécution la mesure d'éloignement et c'est bien en raison du défaut de délivrance des documents de voyage que la mesure d'éloignement n'a pas pu être exécutée.

Cependant, l'autorité administrative n'établit pas que la délivrance des documents de voyage doit intervenir à bref délai.

En effet, les autorités consulaires tunisiennes sont saisies depuis le 27 mai 2020.

Il n'apparaît au dossier aucune réponse des autorités tunisiennes malgré les relances effectuées par les services de la préfecture.

A ce jour, aucun élément du dossier ne laisse penser que les documents de voyage permettant l'éloignement de M. X se disant [REDACTED] seront délivrés à bref délai par les autorités tunisiennes.

En conséquence, les conditions prévues par l'article L.552-7 alinéa 5 du CESEDA pour une nouvelle prolongation de la rétention de 15 jours n'étant pas remplies, la requête du Préfet sera rejetée.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

REJETONS les moyens d'irrecevabilité ;

REJETONS la requête de M. LE PREFET DE L'ISERE ;

DISONS que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que **M. X se disant** [REDACTED] est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

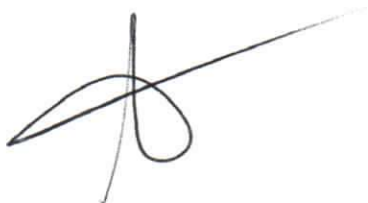
INFORMONS M. X se disant [REDACTED] que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 27 Juillet 2020 à 11 h 35.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention,



Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 27 Juillet 2020 :

L'intéressé,



L'interprète,



L'avocat du retenu,



Le représentant du préfet,

par courriel

Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 27
Juillet 2020 à 11 h 39,

Le greffier,

Nous,  , déclarons  interjeter appel de la présente décision,
Le procureur de la République,


Lionel SABATER-BONO
Procureur de la République
adjoint

Constatons que le 27 Juillet 2020 à 11 h 44 , le procureur de la République n'a pas interjeté
appel de la présente décision,

Le greffier,